

vendredi 13 mai 2016

N° 4663

Le Travailleur de Lot-&-Garonne

avec supplément
communistes

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 97^e année - 1,20 €

Sommaire

en bref p 2 et 3
Tonnelerie Saint-Martin - UMIH 47 - Le pain bio s'y met! - Un été moins chaud - Lutte des places! - Erdogan muselle son opposition - Une nouvelle ère numérique - La CNL fête ses 100 ans

à mon avis p 3

actu p 4 à 6
Hôpital de Nérac: réunion publique - TAFTA: « Nous ne sommes pas à vendre! » (2) - Des chiffres révoltants sur la pauvreté en France (1/5) - Consultation nationale et le Travailleur

à propos de p 6

locales p 9
Villefranche-du-Queyran - Agen - Le Passage d'Agen - Tonneins

culture p 10
Le jardin d'Élie - Jazz à Feugarolles - Braderie - Orchidées



NON au 49.3

retrait de la loi Travail!



**Résultat du vote
des communistes
de Lot-et-Garonne**

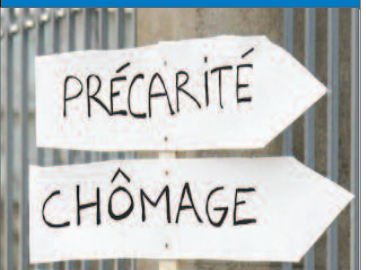


**Hôpital de Nérac
Appel à la
mobilisation**

**Alors,
à vos
stylos!**

**QUE DEMANDE
LE PEUPLE ?**
LA GRANDE CONSULTATION CITOYENNE

**Pauvreté
Des chiffres
révoltants**



Tonnellerie Saint-Martin

De la matière première au produit fini, François Saint-Martin a expliqué la fabrication de ses 12000 barriques annuelles, dont 80 % sont destinées à l'exportation. Le préfet de Lot-et-Garonne a visité l'entreprise. Vingt-six salariés sont employés sur le site et vingt-deux autres à l'extérieur. Le chiffre d'affaires global s'élève à 28 millions d'euros. Dommage que pas plus d'emplois ne soient créés pour dynamiser le département. ■

UMIH 47

Jean-François Blanchet qui en était le vice-président devient le président de l'UMIH 47 en remplacement de Patrice Ross.

L'UMIH, Union des métiers de l'industrie hôtelière est une association loi 1901 à vocation syndicale. Elle joue un rôle stratégique dans le développement de l'hôtellerie et de la restauration. Elle apporte conseils et appuis aux professionnels sur des thématiques qui lui sont propres: environnement et développement durable, ergonomie et prévention des risques professionnels, démarches pour la qualité et l'aide aux porteurs de projets. ■

Le pain bio s'y met!

D'ordinaire le « cluster » (mot anglais à la mode pour dire groupement) se rencontre dans des secteurs comme l'économie numérique ou l'image et le cinéma, mais en Lot-et-Garonne où l'agriculture est une filière emblématique, des « grappes d'entreprises » fleurant bon le terroir se sont aussi créées: « Machinisme agricole », « Fruits et légumes Nutrition santé », « Les plantes au service des plantes ». L'objectif de ces regroupements est de créer un « écosystème » de proxi-

mité qui favorise le développement, et donc l'emploi pour gagner en compétitivité, réduire certains coûts, innover, voire se développer à international, ou encore toucher des marchés qui sont inaccessibles seuls. À chacun sa thématique et ses objectifs. Parmi les petits derniers, « Le pain bio » de Lot-et-Garonne a souhaité mettre en place une filière de proximité qui, du champ cultivé et de la farine réalisée par l'agriculteur-meunier, passe directement en boulangerie.

Issue de céréales anciennes mélangées, une première miche devrait sortir du four cet été, le « processus » étant en cours de finalisation pour la recette de ce pain (au levain) qui pourra être déclinée aussi par chaque boulanger. Et, première en France, avec une marque dédiée (et bien reconnaissable puisque baptisée « Leloté-garonné »), et donc une volonté commune de dynamiser le bio local.

Aujourd'hui, le noyau fondateur du groupement compte l'association des paysans meuniers, le syndicat départemental des boulangers, le centre d'études et recherches Terre

UPSA en préoccupation

L'avenir d'UPSA est désormais au cœur des préoccupations des communistes. 1340 emplois directs et près de 3000 emplois induits, l'enjeu le nécessite pour l'ensemble du bassin de vie agenais. Or, malgré les mouvements récents à la tête de l'entreprise, celle-ci continue de s'enfoncer dans les difficultés. Il n'est pas envisageable de laisser mourir ce fleuron lot-et-garonnais. L'entreprise doit aujourd'hui repenser son avenir avec ses salariés. Elle doit ouvrir de nouvelles pistes de développement et chercher à créer les conditions de son renouveau industriel. Et ces pistes existent, tout comme les moyens de les financer. Nous avons suggéré celle des « alicaments », combinaison d'aliments et de médicaments, parce qu'elle associe les compétences des salariés de l'entreprise et les atouts de la région dans le champ de la recherche et de l'agroalimentaire. En l'occurrence, elle permet de travailler à des filières intégrées sur le territoire régional, donc d'avoir comme souci essentiel le développement de l'emploi et du territoire. D'autres pistes sont aussi possibles qu'il faut mettre sur la table. C'est ce que nous proposons de faire avec les salariés, les élus locaux, les citoyens du bassin de vie et que nous développerons dans notre prochain numéro. ■

d'accueil des blés, le centre de formation de la Chambre de métiers 47, et Agrobio 47 qui animent le projet. Mais tout boulanger bio peut également rejoindre le réseau. ■

Un été moins chaud

« Il est tombé 600 ml depuis octobre 2015 », avance le directeur de l'Association

Une nouvelle ère numérique

Commencé par Jospin en 1996, le gouvernement termine la privation des Télécommunications en 2004. Événement historique qui devait créer des milliers d'emplois!...

Mais le bilan est tout autre. Le secteur des télécoms, tous opérateurs additionnés, a perdu plus de 30000 emplois par rapport à 1996; quant à l'investissement des différents opérateurs (France Télécom-Orange, SFR, Bouygues et Free), il est en berne et la France a une décennie de retard sur le très haut débit (100 Mégabits/seconde).

Le bilan de la privatisation est donc sans appel! Aujourd'hui, il faudrait 20 milliards d'euros pour construire le réseau en fibre optique pour équiper tous les foyers. Certes, ce n'est pas une bagatelle, mais rien que les dividendes versés depuis 2004 par Orange à ses actionnaires représentent une fois et demie les investis-

sements nécessaires. Devinez ce qu'ont fait les actionnaires de ces sommes pharaoniques? Devinez?...

Et voilà que nous apprenons par le magazine du conseil départemental que 130 millions d'euros d'impôts vont être investis dans un réseau fibre optique de Lot-et-Garonne sous l'œil gourmand des opérateurs privés qui pourront ensuite l'exploiter!... Un réseau qui ne couvrirait que 84 % de la population. Comptez-vous, les exclus...

130 millions qui n'iront pas à l'éducation de la jeunesse, ni à l'emploi public, ni à l'amélioration de nos routes et pas non plus à l'aide sociale des jeunes et moins jeunes.

Le dogme coûte cher...

Un réseau unique et cohérent en fibre optique pour tous, construit, entretenu et exploité par l'ensemble des opérateurs: voilà la solution saine, économique et écologique.

D'une telle décision, nos élus auront le droit de se réjouir. ■

Jean-Michel Drochon



climatologique de Moyenne Garonne, Jean-François Berthoumieu.

« Les nappes phréatiques ne sont pas pleines, mais elles sont bien remontées. Depuis décembre dernier, le niveau est monté de 60 cm, ce qui est très bien. D'après nos calculs, vu que les sols sont gorgés d'eau, l'été prochain ne sera pas caniculaire.

Quand les nappes sont pleines, l'air a tendance à être plus frais. Il devrait y avoir entre 30 et 35 jours où la température pourrait dépasser les 30 °C. Bien sûr, ce ne sont que des prévisions. Mais nous nous basons sur les anciennes données.

Par exemple, en 2003, les nappes phréatiques étaient à sec avant de démarrer la saison estivale. Nous avons de bonnes chances pour que

nos prévisions se révèlent exactes. » ■

Lutte des places!

« Au Parti socialiste, je crains que certains n'aient remplacé la lutte des classes par la lutte des places », Gérard Gouzes, ancien maire PS de Marmande ■

Erdogan muselle son opposition

Les députés du parti de gauche HDP peuvent être exclus du parlement la semaine prochaine. Un nouveau pas dans la dérive autoritaire du régime. ■

à mon avis

Les communistes au CŒUR de la bataille!

Le pays vit une phase historique. D'un côté, la crise du système capitaliste, durable et profonde, s'amplifie. De l'autre, elle sert d'alibi à des attaques sans précédents contre les droits des salariés. Au nom d'une supposée absence d'alternative, la fuite en avant dans la baisse du coût du travail et des dépenses publiques et sociales ruine toujours plus les possibilités d'en sortir. Cette contradiction appelle à des objectifs de luttes et de rassemblements populaires pour des visées cohérentes de transformation sociale porteuses d'un dépassement du capitalisme. Et les choses bougent en ce sens.

C'est dans ce cadre que les communistes entrent en congrès avec la volonté de relancer le PCF, son action et ses propositions alternatives, de reprendre l'initiative pour ouvrir des perspectives. C'est le sens du vote majoritaire de la base commune: faire du communisme, une perspective crédible du XXI^e siècle!

Une telle perspective nécessite de construire le rassemblement. Et c'est possible... Que la politique du gouvernement ne soit pas de gauche est un fait. Mais la gauche, elle, existe bien, toujours! Ses valeurs, ses idées, les femmes et les hommes de ce pays l'incarnent dans les luttes, et cela quelle que soit l'obédience communiste, socialiste, écologiste... à laquelle ils se rallient! Ce peuple de gauche ne doit pas être laissé à son sort.

Bien sûr, le chemin est ardu. Mais la crise, ses fléaux économiques, sociaux, guerriers, renforcent l'exigence comme la possibilité de cet objectif. Le niveau de développement des forces productives rend désormais crédible un dépassement réussi du capitalisme vers une nouvelle civilisation de progrès. Il rend crédible les propositions que les communistes portent dans le débat pour ce rassemblement: sécurisation de l'emploi et augmentation des salaires, pensions et minima sociaux pour répondre aux besoins; politique bancaire, monétaire et fiscale pour que l'argent serve l'Humain d'abord; pouvoirs citoyens pour démocratiser la République et les entreprises; mesures pour une alternative de gauche en Europe...

C'est cette philosophie que nous défendons pour notre département, au travers des batailles pour le développement d'UPSA, pour son renouveau industriel, pour le développement de la filière bois sur le territoire, pour le développement de l'hôpital public, pour la valorisation de son potentiel agricole... Construire ensemble au bénéfice de chacun et de tous. ■

Frédéric Rauch



La CNL (Confédération nationale du logement) célébrait ses 100 ans d'existence, à Villejuif (94), en présence de l'ensemble des représentants des départements, dont le Lot-et-Garonne, pour porter haut et fort une nouvelle façon d'aborder la question de la défense des habitants, au travers de l'habitat et de la consommation, et élargir ainsi son domaine d'action. ■

Le Travailleur
Lot-et-Garonne

Le Travailleur de Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France
directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane Chantre, Edmond Coédolo, Roger Déjean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Vincent Santoro, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**
18, rue Jules Ferry 47 006 Agen
Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01
letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 2^e trimestre 2016 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0620 C 86962

Appel à la mobilisation

Appel à la mobilisation de toutes et tous après la création d'un comité de vigilance pour la sauvegarde et le développement de l'hôpital public de Nérac

Invitation à la réunion publique lundi 31 mai à 20h30 salle des fêtes à Andiran en présence de: François Bonnevey, gériatre au CH Casteljaloux, Michel Limousin, médecin généraliste, ancien directeur du centre de santé de Malakoff, directeur d'un organisme de formation des médecins et des élus membres de la commission nationale de santé

Au terme des débats de la réunion publique et afin de rassembler les usagers et professionnels de santé, a été créé un comité de vigilance pour la sauvegarde et le

développement des services de l'hôpital public de proximité de Nérac répondant aux besoins des populations du territoire, sous l'impulsion de Jean-Claude Bauray et d'Édith Busquet du service des ressources humaines de l'hôpital. Dénonçant la fusion avec Agen, ce comité précise ses demandes.

1. Le recrutement de deux postes de médecins

pour assurer l'ensemble des services de l'hôpital, de ceux de médecine aux services des soins de suite et de réadaptation, en passant par le service des urgences. Cela ferait quatre médecins permanents pour renforcer la tenue des

services (EHPAD, SSR et médecine), le besoin de renforcement humain à l'accueil, au traitement à l'antenne SMUR pour une meilleure réponse en soins inopinés.

2. La réouverture de la consultation gynécologique annoncée par la direction de l'hôpital doit être réalisée avec les moyens techniques nécessaires à une prise en charge optimale sur site (matériels de consultation et autres).

3. La pérennisation des consultations orthopédiques sur site.

4. La mise en place d'un plan de titularisation des personnels contractuels de l'hôpital de Nérac sur les postes vacants qu'ils occupent avec mise en place de formations, afin d'améliorer les conditions de travail et de renforcer la qualité du service public rendu aux usagers.

5. Le maintien sur site du service de restauration confectionnée sur place par son personnel avec des produits locaux.

6. Le renouvellement des équipements de radiologie pour développer ce service.

7. La reconnaissance de lits identifiés « soins palliatifs ».

Il s'agit, par ses revendications citoyennes d'usagers et de professionnels de santé, d'as-

surer à Nérac le développement d'un service public hospitalier de santé susceptible de répondre autant au maintien d'une offre de santé adaptée, aux besoins du bassin de vie néracais qu'aux besoins de développement global du territoire.

Ouvert à tous, ceux et celles qui souhaitent se mobiliser rapidement pour éviter le démantèlement progressif de notre hôpital de proximité, ce comité ambitionne de rassembler l'ensemble des acteurs associatifs, syndicaux, politiques, institutionnels du monde de la santé ou simples citoyens usagers pour agir dans ce sens.

Un **courrier complémentaire** à ce qu'a réalisé le syndicat CGT a été envoyé à l'ensemble des municipalités de l'Albret ainsi qu'aux présidents de communautés de commune.

Une **demande de rencontre** a été adressée aux parlementaires, sous-préfet, ARS, conseiller départemental maire de la ville...

Des **interventions** seront faites auprès des professionnels de santé, médecins, pharmaciens, infirmières... mais également auprès du monde associatif, social, sportif, culturel...

Il est proposé à tous de rejoindre le comité de vigilance. ■



TAFTA (2)

Nous ne sommes pas à vendre!

Que négocie ce projet de traité? La baisse de l'ensemble des coûts et des contraintes normatives et réglementaires (sociales, environnementales, politiques...) vers un minimum « acceptable » par l'ensemble des acteurs économiques.

Cet objectif vise évidemment l'agriculture, où les **standards européens de production de qualité et d'exigence de consommation** devraient subir les coups de l'agrobusiness américains. C'est par exemple, l'exigence américaine d'un poulet de batterie lavé à l'eau de javel, ou les usines à lait de 1000 à 3500 vaches qui se multiplient en UE pour baisser les

coûts de production et rester concurrents des produits américains. Mais il vise aussi tous les secteurs industriels et de services privés et publics, pour lesquels les grands marchands ont commencé. De l'automobile aux hôpitaux en passant par le numérique..., l'objectif est de faciliter le libre-échange. Et quand bien même un État voudrait protéger un

secteur économique ou une réponse à un besoin de sa population, les multinationales auraient alors le droit de **recourir à un tribunal arbitral** pour juger le litige. Mais un tribunal **constitué d'acteurs privés** (cabinets d'avocats et autres, susceptibles de conflits d'intérêts notoires) et non une Cour publique indépendante. En bref, le règlement com-

mercial s'imposerait aux choix politiques démocratiquement décidés. On a déjà bien senti comment cela pouvait se traduire avec la Grèce de Tsipras, mais l'exemple le plus emblématique reste l'affaire du Crédit Lyonnais opposant Bernard Tapie et l'État dont le jugement a été rendu par un tribunal arbitral de commerce; on peut alors imaginer ce que cela pourra être lorsque des milliers de milliards de dollars seront en jeu...

Reste qu'au final, si elle devait aboutir, la construction de ce grand terrain de jeu pour multinationales occidentales aurait **des conséquences lourdes et dramatiques pour les popu-**

Consultation nationale et le Travailleur

Chère amie lectrice, cher ami lecteur,

Votre journal souhaite contribuer, à sa manière, à la réalisation de la grande consultation que le Parti communiste français a lancée. À notre avis, cette initiative correspond à un geste politique inédit, capable de faire événement. Cette consultation est utile pour faire grandir un véritable mouvement populaire. « Comme le précise le PCF, elle vise à :

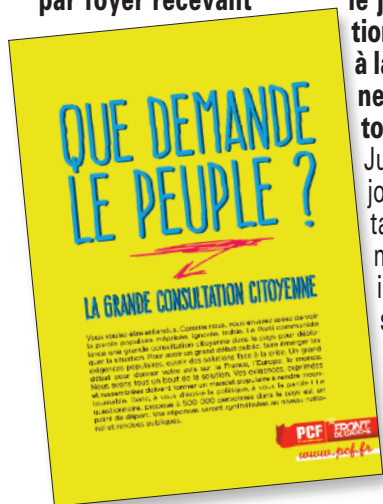
- donner la parole au peuple, amorcer un mouvement de reconquête de la politique par les citoyens... ;
- mettre en débat des propositions et des idées pour nourrir les discussions et faire grandir des idées émancipatrices ;
- contribuer à construire le mandat populaire pour 2017, en bousculant les rapports de force et le scénario établis. »

Si chacun des lecteurs du Travailleur remplit un des questionnaires, sachant que l'on peut estimer à trois lecteurs par foyer recevant

le journal, plus de 3000 questionnaires seront ainsi adressés à la fédération de Lot-et-Garonne du PCF et donneront du tonus à cette consultation.

Jusqu'aux congés d'été, votre journal fera écho de cette consultation, du nombre de questionnaires reçus, des différentes initiatives réalisées ici ou là (table sur le marché, porte à porte). ■

Alors, à vos stylos!



49-3/loi travail

« Mettre en échec ce coup de force! »

L'actualité sur le projet de loi El Khomri se bouscule. Le gouvernement décide d'utiliser le 49-3. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF a réagi immédiatement en déclarant :

« Manuel Valls vient d'annoncer le recours au 49-3 de son gouvernement pour faire passer, sans vote, la loi Travail. C'est, pour la seconde fois, un coup de force d'une inacceptable brutalité. Face à une majorité dans la rue, dans l'opinion publique et maintenant au Parlement, le gouvernement, isolé, fait le choix de se bunkériser.

J'appelle, dans l'unité la plus large, à faire échouer ce déni de démocratie en exigeant le retrait de la loi. J'appelle les parlementaires de gauche à constituer et à voter une motion de censure de gauche. Partout, faisons entendre notre colère contre ce recul majeur de nos droits sociaux. La loi Travail doit être retirée. »

Déjà hier, Éliane Assassi, André Chassaigne et Pierre Laurent avaient pris l'initiative d'un appel aux parlementaires contre l'utilisation du 49-3. Ils terminaient leur déclaration par :

«...Si un texte n'a pas de majorité, le gouvernement doit en abandonner l'examen et reprendre une nouvelle discussion s'il le juge nécessaire. C'est la démocratie. Le 49-3, dont nous demandons la suppression dans la Constitution, est au contraire une disposition antidémocratique et antiparlementaire. Il a toujours été utilisé pour permettre à un gouvernement le passage en force...

Le parti communiste appelle ses militants à participer à tous les rassemblements qui s'organisent contre ce déni de démocratie... » ■

lations et les travailleurs des deux côtés de l'Atlantique. Nous en subissons d'ailleurs en France une application anticipée, que cela soit par la loi Macron qui a réduit à minima de nombreuses normes réglementaires pour certaines professions, pour la construction d'immeubles, pour la protection de l'environnement..., ou que cela soit dans le projet de loi El Khomri qui cherche à flexibiliser l'emploi et à réduire les coûts pour l'entreprise au maximum, c'est-à-dire avec la même portée néfaste socialement que dans certains pays européens (Allemagne, GB, Italie...) et aux USA.

Négociation instruite dans le plus grand secret depuis plusieurs années, les révélations au public par différents lanceurs d'alerte associatifs et syndicats ont permis de jeter des grains de sable dans cette mécanique à profits. Aujourd'hui, le débat sur le TAFTA ne peut plus être mené dans l'ombre. Les acteurs de cette négociation sont contraints d'en informer les populations. Et c'est tant mieux. Pour autant, la bataille est très loin d'être gagnée. Et si les encouragements à faire déclarer les municipalités « zones hors TAFTA » par leurs conseils municipaux, sont un geste symbolique et politique nécessaire,

ils seront loin d'être suffisants. Alors comment les forces progressistes peuvent-elles à la fois contrecarrer la volonté de puissance des géants US et l'addiction des groupes européens pour les investissements outre-Atlantique au détriment de ceux sur le continent? En organisant l'accord autour de règles et de critères sociaux et environnementaux, en refusant d'aliéner les prérogatives des institutions nationales et européennes aux prétendues lois du marché qui ne sont que celles des multinationales. C'est un programme ambitieux mais il peut rassembler les forces progressistes. Ce qui se passe aujourd'hui

partout en France à l'initiative des forces progressistes et citoyennes peut lui permettre de devenir réalité. C'est ce à quoi nous travaillons ici, en Lot et Garonne. ■

Frédéric Rauch



Des chiffres révoltants sur la pauvreté en France (1/4)

Notre société est loin d'être idyllique. Les inégalités se creusent, le chômage progresse, le nombre de personnes démunies augmente, et leurs conditions de vie s'aggravent. Si ces réalités sont dures à entendre pour certains, elles sont très concrètes pour des millions de Français. Ces chiffres effarants sur la pauvreté en France sont au nombre de 17. Ils sont extraits de différentes études menées par l'Insee, la Fondation Abbé Pierre, le collectif Les Morts de la Rue...

Entre 4,9 et 8,5 millions de personnes sont considérées comme pauvres

Pour l'Insee, une personne est pauvre si son niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian de la population française, soit 1000 euros mensuels par personne. Le chiffre 4,9 millions correspond au seuil de pauvreté à 50 % du revenu médian et 8,5 millions à celui de 60 %, selon les données 2013 de l'Insee. 8,5 millions représentent environ 14 % de la population française.

Plus de 800000 personnes, en plus en quatre ans, sous le seuil de pauvreté

Entre 2008 et 2012, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (à 60 % du revenu médian) a augmenté de 800000 personnes. Entre 2004 et 2013, le nombre de pauvres s'est accru d'1 million de personnes (à 50 % du revenu médian). Cette forte augmentation est largement due à la progression du chômage.

Trois Français sur quatre jugent leur

pays inégalitaire

Et il est même très inégalitaire pour 28 % d'entre eux. 76 % des personnes interrogées par la Fondation Abbé Pierre « estiment qu'il est difficile de trouver la place souhaitée ou méritée au sein de la société française ». Dans l'ordre de gravité, l'inégalité face à l'emploi arrive première pour les personnes interrogées (61 %), avant l'accès aux soins (58 %) et le logement (51 %).

En quatre ans, les plus pauvres ont perdu 5 milliards d'euros, tandis que les plus riches ont accumulé 18 milliards d'euros supplémentaires

Cette hausse des inégalités est sans précédent. Plus de 50 % des Français ont connu une nette diminution de leur niveau de vie, quand celui des plus aisés augmentait. Entre 2008 et 2012, la diminution des moyens a été estimée à 5 milliards d'euros pour les 30 % les plus pauvres, tandis que les 30 % les plus riches ont accumulé plus de 18 milliards d'euros supplémentaires, dont la moitié revenait aux 10 % les plus riches. Les revenus sont de plus en plus inégalement répartis, au profit des plus aisés. En 2012, quand les 10 % les plus pauvres

recevaient 3,5 % du revenu global, les 10 % les plus riches en absorbaient le quart (environ 25 %).

3,8 millions de personnes sont mal logées

Ces 3,8 millions de personnes n'ont pas leur propre logement ou vivent dans des conditions insalubres. Près de 2,9 millions de personnes vivent dans des conditions de logement « très difficiles » :

logements inconfortables, de petite surface et/ou surpeuplés. Près de 900000 personnes sont privées de logement personnel. Parmi elles, 141500 vivent sans domicile et 85000 vivent dans des habitations de fortune (caravane, mobile home...). Plus largement, 12 millions de personnes sont victimes de la crise du logement.

7 % des ménages ne peuvent pas maintenir leur logement à bonne température

Avoir un logement ne signifie pas toujours, vivre dans le confort. 7 % des foyers pauvres déclarent ne pas avoir les moyens de maintenir leur logement à bonne température, 10 % expliquent ne pas pouvoir recevoir des amis, et 11 % ont un logement bruyant. ■

Histoire de cogiter un peu...

La classe ouvrière aux XIX^e et XX^e siècles (1/6)

Sous l'Ancien régime, la bourgeoisie a joué un rôle progressiste, contre la féodalité et la monarchie. Mais peu après la Révolution française, les riches bourgeois ont confisqué le pouvoir économique, tirant la couverture à eux au préjudice des travailleurs.

Aussi, dès le début du XIX^e siècle, avec le développement du capitalisme et l'augmentation du nombre d'ouvriers, les grèves et émeutes se multiplient.

La classe ouvrière se rebiffe contre l'exploitation capitaliste

Citons, entre autres, quelques événements significatifs.

En 1812, sous Napoléon 1^{er}, les ouvriers journaliers, blanchisseurs de la région de Caen se révoltent, réclamant « *le maximum* », comme sous la Révolution, c'est-à-dire un prix maximum pour les denrées alimentaires.

En 1816, en Croisic, émeute frumentaire (il n'y avait plus assez de pain).

En 1825, 800 ouvriers des filatures de Rouen se mettent en grève contre l'augmentation du temps de travail qui était déjà de 72 heures par semaine.

27, 28 et 29 juillet 1830, les « *Trois glorieuses* » soulèvement révolutionnaire, barricades abdication de Charles X. Ce dernier

avait cru pouvoir sauver son trône en envahissant Alger le 4 juillet 1830 (début de la colonisation de l'Algérie). Mais cela était bien éloigné des revendications de la classe ouvrière.

1831, révolte des canuts lyonnais (tisseurs de soie) contre la misère et la trahison, par les négociants, d'un accord signé garantissant un prix minimum pour leur travail.

Le pouvoir menace d'intervenir, alors les canuts dressent des barricades et, soutenus par les prolétaires des quartiers populaires, se rendent maîtres de la ville de Lyon. Leur mot d'ordre : « *Vivre en travaillant, ou mourir en combattant* ».

Finalement, comme tous les soulèvements et grèves du XIX^e siècle, les canuts furent durement réprimés (prison, galères, pendaisons) sous les ordres du ministre de l'Intérieur de Louis Philippe, Adolphe Thiers qui, en 1871, sera aussi le bourreau de la Commune de Paris.

La vie effroyable des ouvriers à cette époque-là

En témoignent les enquêtes, rapports, récits de sociologue, médecins, observateurs du XIX^e siècle : salaires permettant juste de mal manger ; taudis exigus et délabrés ; 12 à 15 heures de travail par jour ; enfant travaillant en usine dès l'âge de six ans.


Voici ce qu'écrivit Flora Tristan qui allait partout où il y avait des ouvriers et des chômeurs : « *Le joug d'une nouvelle aristocratie, celle de l'argent, plus tyrannique que celle dont nos pères se sont délivrés (lors de la Révolution française) pèse sur les ouvriers* ». ■

Edmond Coëdelo

du Communistes

supplément du Travailleur
N° 4663 - 13 mai 2016

Le porte à porte s'engage

À Meilhan, Francis nous annonce que vingt-cinq vignettes de soutien de la fête ont été diffusées. Marie Renée de Lévig-nac-de-Guyenne en est à onze et nombreux sont les militants qui en sont munis. Tout cela, en lien avec la grande consultation citoyenne pour 2017, notamment avec la définition de priorités portées collectivement, et la préparation du congrès du PCF. La semaine prochaine, des éléments du programme seront dévoilés dans le Travailleur. 



37^e congrès du PCF les communistes ont voté pour le texte à débattre


Entre le 2 et le 5 mai, les communistes de Lot-et-Garonne, comme dans toute la France, se sont prononcés à partir des textes proposés: base commune et quatre textes alternatifs.

Le texte proposé par le conseil national du PCF devient la base de discussion de tous les communistes. Comme le précisent les statuts du PCF, la commission de transparence des débats s'est réunie le 6 mai pour valider

les résultats du vote des communistes. Comme chacun peut le voir sur les tableaux au verso de ce supplément au Travailleur, 51,20 % au niveau national et 66,8 % en Lot-et-Garonne des communistes ont validé le texte proposé



par le conseil national. Celui-ci devient « la base commune de discussion de tous les communistes » pour la nouvelle phase du 37^e congrès. Ce texte doit désormais évoluer pour permettre le plus large rassemblement possible des communistes en tenant compte des résultats du vote et de tous les débats des adhérents dans les sections et les fédérations.

Les congrès locaux sont appelés à mener dans tout le pays ce travail de rassemblement au cours du mois de mai pour contribuer à la qualité du congrès national qui se déroulera du 2 au 5 juin. 

	INSCRITS (Nb de cotisants)	VOTANTS	Blanc et nul	exprimés = Votants - Blanc et nuls	BASE COMMUNE	%	Texte Alternatif n° 1	%	Texte Alternatif n° 2	%	Texte Alternatif n° 3	%	Texte Alternatif n° 4	%
Agenais	56	35	0	35	23	65,71	9	25,71	0	0,00	2	5,71	1	2,86
Albret	45	23	1	22	9	40,91	13	59,09	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Auvignon	20	13	1	12	10	83,33	1	8,33	1	8,33	0	0,00	0	0,00
Canton nord	8	7	0	7	7	100,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Confluent	19	15	1	14	3	21,43	11	78,57	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Coteaux	31	28	0	28	25	89,29	2	7,14	1	3,57	0	0,00	0	0,00
Fumélois	16	13	0	13	9	69,23	1	7,69	1	7,69	1	7,69	1	7,69
Landes de Gas.	31	18	0	18	14	77,78	4	22,22	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Marmandais	31	24	2	22	20	90,91	0	0,00	0	0,00	1	4,55	1	4,55
Mas d'Agenais	1	0	0	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Meilhan	17	14	0	14	12	85,71	0	0,00	1	7,14	1	7,14	0	0,00
Sainte-Livrade	21	17	0	17	2	11,76	15	88,24	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Tonneinquois	8	5	0	5	4	80,00	1	20,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Villeneuvois	24	16	0	16	11	68,75	3	18,75	2	12,50	0	0,00	0	0,00
Total (Nb voix)	328	228	5	223	149	66,82	60	26,91	6	2,69	5	2,24	3	1,35
Total national (Nb voix)	52933	30127	944	29183	14942	51,20 %	6910	23,68 %	1575	5,40 %	3755	12,87 %	2001	6,86 %



Rappel: conférences des sections

Dans le cadre de la préparation de leur congrès, les communistes lot-et-garonnais ont tenu ou vont tenir leurs conférences de section.

Coteaux

vendredi 6 mai 14h00

Canton nord

lundi 9 mai 10h00 à
Monflanquin

Landes de Gascogne

lundi 9 mai de 18h00 à 22h00

Meilhan

mercredi 11 mai 14h00 Gérard
Vallet

Albret

jeudi 12 mai 20h00 Nérac
(centre Hausmann)

Auvignon

jeudi 12 mai

Confluent

jeudi 12 mai

Agenais

jeudi 12 mai 19h30

vendredi 13 mai 19h30

Marmandais

vendredi 13 mai de 18h30 à
23h00 (salle Léo Sourisse)

Fumélois

vendredi 13 mai

Villeneuvois

vendredi 13 mai

Sainte-Livrade

samedi 14 mai à 14h30 (chez
Anne et Jean-Pierre Colas)

Tonneins

mercredi 18 mai à 14h30

Villefranche-de-Queyran

Repas du muguet

L'Amicale laïque du Queyran propose un repas muguet samedi à 12h00, à la salle des clubs. 15 euros pour les amicalistes, 18 euros pour les autres. Réservation au **0553794829** ou **0553887175** ■

Le Passage d'Agen

Moutons tondeuses

Les dix moutons d'Ouessant ont

vite pris leurs marques, leur mission dans la commune est de remplacer les tondeuses thermiques. Cette tondeuse écologique ou éco-pâturage présente plusieurs avantages pour le maire: « *Cela va faire baisser le bilan carbone et les nuisances sonores; et les moutons peuvent aller dans des endroits inaccessibles pour les hommes. Enfin, cela fera une belle animation écologique et environnementale pour les enfants des écoles.* » ■

Agen

Mobilisation interlycéenne

Lors d'une action coordonnée par le comité de mobilisation interlycéenne, ils étaient une cinquantaine de lycéens des trois sites de la ville, rassemblés devant le siège du MEDEF 47, afin de protester contre la loi El Khomri. « *D'autres actions sont à venir* »,

en espérant qu'ils soient au rendez-vous jeudi pour une nouvelle journée de mobilisation nationale. ■

Action de solidarité

Le comité 47 AFPS organise une action de solidarité auprès des enfants de Gaza, lors d'une soirée culturelle palestinienne le samedi 28 mai dont le thème sera sur le problème de l'eau en Palestine. Les organisateurs vous attendent à partir de 19h00, au Stadium d'Agen. Vous y trouverez des expositions, informations, stand artisanal, animation musicale, oud (instrument), danses. Une conférence de Jacques Fontaine, chercheur en géographie, spécialiste de la question de l'eau sur les terres palestiniennes. Un repas est prévu au prix de 20 €, réserver dès à présent votre soirée:

06 21 24 55 13, 06 11 23 64 25, 06 85 91 07 51. ■

Hommage à Paul Limouzi

Tonneins, le 11 mai 2016, extraits de l'intervention de Michel Ceruti, secrétaire départemental PCF

«...Né en avril 1925 dans une famille de cheminots, à Saint-Front-de-Pradou en Dordogne, Paul devient apprenti, puis ouvrier chez un mécano de Sauveterre-la-Lémance en Lot-et-Garonne. En 1940, il entre dans la Résistance contre l'occupant nazi au maquis du groupe « Soleil ». Il rejoint la Jeunesse communiste et, très vite, s'engage au Parti communiste français, au syndicat CGT des cheminots, pour la défense du programme du Conseil national de la Résistance. Il sera un des responsables de l'ANACR.

À l'issue de la guerre, il devient cheminot en gare de Lavardac. C'est au cours d'une sortie aux Eysies, en Dordogne, organisée par la JC, qu'il rencontre celle qui deviendra sa femme.

Paul sera de tous les combats contre les guerres coloniales: Viêt Nam, Algérie. Il sera présent et actif dans les grandes grèves de 1968 ou 1995. Il poursuivra son engagement dans de nombreuses gares des départements du grand Sud-Ouest et terminera chef de gare.

Partout où il passe, avec son air réservé, il ne lâche rien dans la défense des intérêts des salariés et du service public.

Il sera candidat du PCF à Argelès aux élections cantonales, à Sarrancolin puis Biarritz aux élections municipales, et récemment aux cantonales de Monflanquin.

Les fêtes des communistes de Feugarolles et de l'Humanité le verront également durant de nombreuses années contribuer à leur réussite.

Nous rendons hommage à toute une vie de fidélité à un idéal qu'il animera jusqu'à son dernier souffle. Paul a défendu les principes du CNR avec ses mesures sociales très en avance et toujours d'actualité, pour lesquelles les communistes ont joué un rôle décisif... La vie de Paul Limouzi se confond avec celle du mouvement ouvrier des XX^e et XXI^e siècles...

Le plus grand hommage que nous pouvons lui rendre aujourd'hui est de faire revivre l'ambition communiste pour des jours meilleurs, « *des jours heureux* ».

À toi, Paul, les communistes de Lot-et-Garonne te saluent! ■



culture



Jazz à Feugarolles

samedi 11 juin



avec
Léon Nadé, trompette
René Arnaudet, guitare/banjo
Claude Sentuc, batterie
Jean-Claude François, clarinets/sax
Jean-Louis Bisiacco, contrebasse



Pommier: le temps du carpocapse! (En réponse à un fidèle lecteur) Avant de devenir ce ver qui pourrit l'intérieur du fruit, le carpocapse est un petit papillon. Il s'envole pour la première fois de la saison à la fin mai ou au début juin et adore pondre dans les bouquets de fruits naissants. C'est le moment où la fleur fanée se transforme en fruit et la minuscule larve n'a aucune difficulté à pénétrer dans ce qui sera plus tard le cœur du fruit. Pour être certain de la présence du carpocapse dans votre jardin installez un piège à phéromones. (Que vous trouvez chez votre jardinier) irrésistiblement attirés par ces phéromones sexuelles femelles, les mâles vont se poser sur le piège encollé de glu et ne repartiront pas. Du coup, ils ne pourront plus aller féconder les femelles. Si le piège est assez fourni vous pouvez en conclure qu'il est temps de pulvériser un insecticide naturel, de préférence le matin. Si, l'an dernier vous aviez des fruits véreux, traitez à titre préventif et renouvelez une fois dix jours plus tard.

Prunier: gare aux pucerons! C'est souvent en fin de printemps, après des journées chaudes, que les pucerons noirs attaquent. En petit nombre, ils ne sont pas gênants. En revanche, il ne faut pas laisser s'installer plusieurs colonies car ces parasites suceurs peuvent alors menacer la production de fruits. Et, par ailleurs, les fumagines peuvent également se développer. Il est donc utile de rester sur ses gardes et d'intervenir en cas d'invasion en pulvérisant une dilution de savon noir ou tout autre insecticide naturel.

Soyez surtout attentif après une journée de pluie.
Myrtilier: et si vous en plantez! Au risque de vous surprendre, le myrtilier a tendance à disparaître de nos jardins. Or, ce petit fruit a une saveur délicieuse et l'arbuste ne prend pas de place. Il aime un sol neutre à acide, drainant, moyen, et redoute simplement les étés très chauds et les sécheresses longues. Plantez deux pieds. ■

CASTELJALOUX



BRADERIE



Fête des Mères

DIMANCHE 22 MAI

9 h.30 - 18 h. non-stop

Cadeaux, Déballage, Bric à Brac, Livres.....

Vestiaire : collection été : Vêtements neufs et occasions.

On vous attend dans nos locaux !

Secours Populaire, Rue Robert Celles

Près de la fonderie FARO.

(Vers Rte de Bx à droite avant voie ferrée)



Ouvert à tous

Sans conditions de ressources

Des affaires à faire !!!

ipms

ne pas jeter sur la voie publique

FRESPECH
Musée du Foie Gras

DIMANCHE 15 MAI 2016

L'Association l'Erythrée | L'Association Lo Reviscol | la SFO Aquitaine

vous invitent à une journée découverte

Orchidées et Patrimoine

9^h accueil : départ Musée du Foie Gras balade vers la chapelle de Calhavit
 12^h pause pique-nique*
 14^h départ balade vers Auradou à la découverte des orchidées
 Exposition sur les orchidées d'Aquitaine

Inscriptions obligatoires : coriophora@gmail.com ou 06 81 42 69 70
 Une participation d'1 € symbolique sera demandée aux participants pour la restauration de la chapelle

* Assiette pique-nique 9.90 € sur réservation auprès du Musée du Foie Gras ou Repas tiré du sac
 contact@souleilles-foiegras.com ou 05 53 41 23 24